

# Déjà un mois de grève pour les doctorant.es en psychologie

Jeudi dernier, les étudiant.es au doctorat en psychologie se sont rassemblé.es devant le 2021 rue Union à Montréal, immeuble accueillant les bureaux du ministre Barrette et devant l'assemblée nationale à Québec, pour former une salle d'attente solidaire afin de réclamer la rémunération de leur internat. Près de 100 personnes ont répondu à l'appel lancé par la Fédération interuniversitaire des doctorant.e.s en psychologie (FIDEP), regroupant les étudiant.es au doctorat en psychologie de différents campus au Québec. Bien que la demande au gouvernement ne soit pas chiffrée, la fédération réclame, depuis un certain temps déjà, une rémunération entre la moyenne canadienne des internes en psychologie et celle de leur homologue médecin au Québec, soit environ 45 000 \$. L'action "salle d'attente solidaire" se tenait en même temps que la séance de la commission de la santé et des services sociaux, là où la FIDEP a déposé une pétition de près de 20 000 noms, le 21 septembre dernier.

Rappelons que depuis la rentrée de septembre 2016, les doctorant.es en psychologie font la grève des stages et des internats. C'était donc l'occasion de souligner le premier mois de grève et ainsi, entamer une plus grande mobilisation.

Pour l'instant les députés libéraux n'ont pas jugé bon d'étudier cette pétition, mais le gouvernement de Philippe Couillard s'est engagé à déposer un rapport supposé étudier la question de la rémunération des internats en psychologie la semaine prochaine. Ce rapport devrait poser les bases des prochaines négociations entre les doctorant.es en psychologie et le gouvernement; la rémunération des internats ou une

intensification de la grève.

Grandes absentes du décor, l'ASSÉ et les associations membres de celle-ci n'ont pas jugé bon d'être présentes lors de cette action. Pourtant l'ASSÉ a adopté lors de son [congrès annuel](#) en avril dernier la revendication suivante: *"Que l'ASSÉ dénonce le fait que les étudiantes et étudiants soient exploité-e-s comme une main-d'oeuvre bon marché, notamment via le travail gratuit qu'ils et elles fournissent dans le cadre de leurs stages non-rémunérés"* . Depuis l'adoption de cette résolution cependant, aucune forme d'appui aux étudiant.es en psycho ne s'est fait entendre.

La question de l'élargissement de la lutte pour la rémunération des internats en psychologie devient essentielle. Déjà, les étudiant.es en psychologie au premier cycle veulent appuyer leurs confrères et consoeurs du doctorat pour augmenter la pression sur le gouvernement, mais cet appui semble difficile à organiser, dû au manque de communication depuis le début de cette campagne. La FIDEP, elle, ne veut impliquer dans leur campagne de lobbying que les cycles supérieurs en psychologie. Pour les étudiant.es du premier cycle et des autres programmes comprenant des stages non-rémunérés, les comités unitaire sur le travail étudiant (CUTE) tentent d'offrir un espace de discussion et d'organisation autonome afin d'élargir la lutte et revendiquer une réelle reconnaissance du travail étudiant, entre autres, par la rémunération des stages au niveau collégial et universitaire.

Nous vous laissons sur cet [extrait](#) des discours entendus lors de l'action de salle d'attente solidaire à Montréal, montrant le président de l'Association des étudiant.es au cycle supérieur en psychologie de l'UQÀM et employé de l'ASSÉ, introduire un représentant de l'UEQ. Rappelons aussi que l'UEQ représente en grande majorité que les étudiant.es de l'Université de Montréal.